

23 avr 2004 -17:00

Appartient à [Conseil des Ministres du 23 avril 2004](#)

Affaires étrangères: initiatives prévues pour 2004

Sur proposition du M. Louis Michel, Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer, sur le budget 2004 du SPF Affaires étrangères, plusieurs initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des Droits de l'Homme et de consolidation de l'état de droit.

Sur proposition du M. Louis Michel, Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer, sur le budget 2004 du SPF Affaires étrangères, plusieurs initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des Droits de l'Homme et de consolidation de l'état de droit.

Renforcement de l'état de droit - lutte contre la peine de mortL'association "ensemble contre la peine de mort" (ECPM) a organisé, en 2001, à Strasbourg, un premier congrès en collaboration avec, entre autres, le Conseil de l'Europe. Cet événement a mené à la création de la Coalition mondiale contre la peine de mort, dont l'ECPM assure le secrétariat exécutif. L'ECPM a également coordonné la journée mondiale contre la peine de mort (10 octobre 2003), soutenue par l'Union Européenne. La deuxième Conférence mondiale contre la peine de mort se tiendra du 5 au 10 octobre 2004 à Montréal.

Promotion des Droits de l'Homme - International Human Rights AcademyEn vertu d'un programme de coopération entre le Centre pour les Droits de l'Homme de l'Université de Gand, le Département de Droit public de l'Université du Western Cape et le Centre d'étude et d'information sur les Droits de l'Homme de l'Université d'Utrecht, un cours sur les Droits de l'Homme intitulé "the International Human Rights Academy" est organisé chaque année, depuis 2002. Le Washington College of Law est également associé à ce projet depuis 2004. Cette année, le cours se tiendra du 14 au 28 août 2004 à Utrecht. Durant ces deux semaines, cette formation intensive abordera, outre les systèmes universels et régionaux de protection des Droits de l'Homme, des sujets spécifiques. Le cours s'adresse à des participants ayant déjà des connaissances en matière des Droits de l'Homme (juristes, membres du monde académique, activistes des Droits de l'Homme, ...) et tente de former un groupe cible mixte composé de représentants de pays industrialisés et de pays en développement. Le cours est prévu pour 50 participants.

Promotion des Droits de l'Homme - Cours d'étéLe cours d'été des Droits de l'Homme est organisé par l'Onderzoekschool Mensenrechten (Pays-Bas) et la KUL (Louvain), en collaboration avec la Northwestern University (Etats-Unis) et aura lieu en août-début septembre 2004 pour la huitième fois. Durant deux semaines, plusieurs conférences seront données par des spécialistes du droit international et des Droits de l'Homme. Ils visent à apporter une vision des récents développements juridiques et politiques en matière des Droits de l'Homme. Le cours s'adresse à des jeunes fonctionnaires, des juristes, des chercheurs et des ONG originaires d'Occident, d'Europe orientale et du Sud.

Promotion de la paix - Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)L'Accord-Cadre d'Ohrid, qui a rétabli la paix en ARYM après les révoltes albanaises de l'été 2001, prévoit une transformation approfondie (décentralisation) de l'Etat macédonien. Il comporte également

des dispositions spéciales en matière d'emploi des langues. Ces dispositions restant parfois trop vagues, le Représentant spécial de l'Union européenne en ARYM a proposé de financer l'envoi sur place d'un expert belge en emploi des langues, qui assisterait le gouvernement macédonien dans la rédaction d'une législation à cet effet. M. Jan Clément, auditeur au Conseil d'Etat et conseiller scientifique auprès de la Katholieke Universiteit Leuven, dispose d'une expérience reconnue dans la législation belge sur l'emploi des langues et a manifesté son intérêt pour le projet en ARYM.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe